

## Législatives 2007 : Le prix à payer pour être député

18/05/2007

En effet, si le mal est profond, bien enraciné, j'entends par là la corruption à tous les étages, il était espéré qu'après l'interventionnisme de l'Etat au mois de septembre dernier lors du renouvellement du tiers de la Chambre des Conseillers, l'achat de voix allait faire parti de l'histoire ancienne, une pratique du passé et...dépassée. D'autant plus que l'Etat a envoyé une série de messages forts à l'attention des acteurs politiques afin «que la campagne législative 2007 soit exemplaire à tout point de vue, tant sur la mobilisation que sur la transparence la plus totale dans le déroulement du scrutin». Force est de reconnaître que la réception du message a fait défaut chez certains. Alors que les citoyens marocains frôlent la crise de nerfs et sont de plus en plus exaspérés devant l'absence de débat politique au niveau national, alors que depuis le mois de janvier dernier, ils suivent quotidiennement les pas politiques de Sarkozy, Royal ou encore Bayrou, les partis marocains sont tout bonnement absents de la scène. D'après une dernière dépêche, certains auraient été aperçus en plein exercice de «saupoudrage» sur fond de nostalgie à l'égard de ceux qui ont marqué l'histoire politique de ce pays, il y a belle lurette déjà. Cependant, là n'est pas le plus dramatique, c'est dans ce qui suit...

Pour faire durer le plaisir, question pour un champion ? Avez-vous une idée du montant des frais d'une campagne législative au Maroc ? Petit A, 10 000 dirhams, petit B, 200 000 Dhs, petit C, 600 000 Dhs ? Ceux qui ont cliqué sur...C, ont déroché la timbale et remporté la super cagnotte ! Bravo ! Maintenant, place aux explications de texte. Un candidat investi par son parti, assoiffé de pouvoir et de légitimité, prêt à en découdre avec ses adversaires, et qui se présente dans une circonscription rurale devra s'acquitter d'une facture d'environ 600 000 Dh. «Lorsqu'on chiffre ce qu'il y a payé, des frais de restauration aux ressources humaines chargés de veiller à toute tentative de fraude, c'est effectivement ce montant» précise un député sortant en campagne. Pour les candidats qui se présentent en zone urbaine la «douloureuse» facture est divisée en deux, à savoir 300 000 Dhs. Tout de même ! En clair, il faut être très riche pour faire de la politique, un critère, il est vrai, qui n'est pas propre au Maroc.

Comme plat de résistance, de fromage, dessert et café compris, (estomac fragile s'abstenir), la corruption politique à vocation électorale est-elle toujours en vigueur ? La réponse est...oui. Et ce, au plus grand dam d'un parlementaire qui croit ou plutôt qui a crû, que cette fois-ci, le Maroc allait pouvoir vivre une élection saine. «Je suis profondément dégoûté. Dans ma circonscription, je n'arrête pas de rencontrer des citoyens qui me disent, «on t'apprécie mais ton concurrent nous a... », graissé la patte en clair. Et voilà, notre élu abattu mais pas battu. «Nous n'avons pas les mêmes armes mais je veux croire que le nombre de gens sensés est supérieur aux individus malsains» dit-il.

Un propos qui impose le respect (s'il est appliqué dans les faits), une configuration à faire vomir des perdreaux (c'est dire !) et surtout, l'expression d'un profond dégoût envers cette catégorie de politiques dont le Chef de l'Etat a dû mal à se débarrasser.

Rachid Hallaouy  
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=analyse&id=166>